

Questions orales

• (1140)

L'AGRICULTURE

M. Rod Laporte (Moose Jaw—Lake Centre): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Finances.

À une époque où les agriculteurs de l'Ouest doivent composer avec les prix les plus bas qu'on ait jamais connus dans l'économie agricole de notre pays, le gouvernement fédéral devrait avoir à cœur de faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider les familles d'agriculteurs à s'assurer une certaine qualité de vie.

Assez curieusement, le gouvernement fait justement le contraire. Les agriculteurs ont été très choqués de l'annonce récente d'une réduction de 10 p. 100 de la subvention du Nid-de-Corbeau. Rien qu'en Saskatchewan, le gouvernement enlèvera 40 millions de dollars aux agriculteurs, à l'époque où ils sont le moins en mesure d'assumer une telle perte.

Le ministre peut-il nous expliquer comment son gouvernement peut se justifier d'avoir porté encore un autre coup aux déboires économiques et à la détresse des familles d'agriculteurs de l'ouest du Canada?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Madame la Présidente, l'exposé économique présenté par mon collègue, le ministre des Finances, prévoit des compressions de dépenses de l'ordre de huit milliards de dollars. Le financement et les subventions versés dans tous les secteurs seront réduits de 10 p. 100.

Ces compressions s'appliquent également au secteur agricole. C'est difficile pour le gouvernement d'agir ainsi, mais tous les Canadiens doivent faire leur part et reconnaître qu'il faut réduire les dépenses.

Le député devrait comprendre une chose, c'est qu'on n'a pas touché aux filets de sécurité, soit le régime universel et le Compte de stabilisation du revenu net ainsi que le Programme d'amélioration de l'autofinancement. On continuera d'aider les agriculteurs de tout le Canada dans le cadre de ces programmes.

M. Rod Laporte (Moose Jaw—Lake Centre): Madame la Présidente, le gouvernement actuel sait qu'il est en train de détruire l'agriculture canadienne comme il a détruit l'industrie de la pêche dans les provinces de l'Atlantique et à Terre-Neuve.

Par exemple, les agriculteurs sont forts inquiets des effets possibles du programme de stimulation des exportations, dont les États-Unis se servent pour prendre de force les marchés traditionnels du Canada, ainsi que de l'impuissance de l'Accord de libre-échange canado-américain à protéger efficacement les agriculteurs du Canada à ce chapitre.

Je voudrais poser la question suivante au vice-premier ministre. Nous savons tous que les libéraux se sont com-

plètement dégonflés dans leur opposition à l'Accord de libre-échange avec le Mexique et les États-Unis, mais pourquoi le gouvernement actuel a-t-il simultanément abandonné la subvention du Nid-de-Corbeau et signé l'ALENA, qui permettra aux États-Unis de s'emparer des marchés traditionnels du Canada grâce à leur programme de stimulation des exportations?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député doit réaliser que certains faits ne peuvent être contestés, notamment que notre commerce de produits agricoles avec les États-Unis a augmenté de 30 p. 100 depuis la signature de l'Accord de libre-échange entre nos deux pays. Cela profite à sa circonscription, à la mienne et à toutes les circonscriptions rurales du Canada.

Le député doit aussi reconnaître que de nouvelles réalités sont apparues dans l'agriculture, notamment la valeur ajoutée, la pérennité et la capacité de développement. Son collègue de la Saskatchewan, le ministre responsable du développement économique, ne cesse d'en parler.

Le Nouveau Parti démocratique peut faire deux choses pour aider l'agriculture canadienne, si c'est vraiment ce qu'il veut faire. Il peut, d'une part, appuyer le projet de loi relatif au crédit agricole, qui aidera les agriculteurs à obtenir les capitaux dont ils ont besoin. Il peut aussi, d'autre part, appuyer le projet de loi sur les contributions des agriculteurs, une mesure que ces derniers réclament parce qu'elle leur permettra de survivre et de faire face à la réalité de la nouvelle situation.

C'est ce que veulent nos agriculteurs, le secteur agricole de notre pays. Ils veulent progresser. Le Nouveau Parti démocratique veut-il les y aider?

Mme le vice-président: Je dois maintenant passer à quelqu'un d'autre. Le député de York-Nord.

* * *

LE CHÔMAGE

M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Finances, la seule personne au Canada qui pense que la récession est terminée.

Les statistiques sur le chômage qui ont été publiées aujourd'hui prouvent une fois de plus que nous faisons face à une grave crise de l'emploi dans tout le pays. Le taux de chômage se situe actuellement à 11,8 p. 100, ce qui signifie que près de 1,7 million de Canadiens sont sans emploi. Le ministre doit admettre que, si ces personnes sont au chômage, c'est que son plan économique ne fonctionne tout simplement pas. Il est temps de faire des changements.